

face au coronavirus

INTERVIEW

EXCLUSIF Le chef de la diplomatie européenne répond aux accusations de complaisance sur la Chine

RÉACTIONS Pékin est sous le feu des accusations américaines et une enquête internationale sur la pandémie se prépare

A

73 ans, cet ingénieur socialiste d'origine catalane, ancien président du Parlement européen avant de tenir les rênes de la diplomatie espagnole et aujourd'hui de l'UE, affronte avec la pandémie mondiale ce qu'il qualifie de crise « existentielle ».

Donald Trump a indiqué hier qu'il avait des preuves que le coronavirus avait pu s'échapper du laboratoire de virologie de Wuhan. Quelle est la position de l'Union européenne ?

Je ne suis pas dans les secrets de la Maison-Blanche, mais il faut toujours prendre les déclarations du président des États-Unis avec précaution. Il y a quelques jours, il nous recommandait de boire du désinfectant pour combattre le coronavirus...

Il veut rendre Pékin responsable de l'arrêt de l'économie partout dans le monde. L'UE est-elle favorable à une enquête internationale sur les origines du virus ?

L'Union européenne et ses États membres ont rédigé un projet de résolution qui sera présenté le 18 mai devant l'Assemblée mondiale de la santé de l'OMS. On y note également l'importance que revêt une meilleure connaissance des circonstances qui ont permis à cette pandémie de se développer. Les négociations sont en cours pour obtenir un texte définitif. À mon avis, il faut étudier de façon indépendante ce qu'il s'est passé, en se tenant à l'écart du champ de bataille entre la Chine et les États-Unis, qui se rejettent la responsabilité des événements dans une surenchère qui ne fait qu'exacerber leur rivalité.

Vous avez admis jeudi devant le Parlement européen que la Chine avait fait pression sur votre service de lutte contre la désinformation afin d'obtenir un rapport qui soit plus favorable à son égard...

J'ai été plus nuancé que ça. C'est vrai que la Chine a fait savoir qu'elle était mécontente de ce rapport interne, qui avait fuité de façon inacceptable de nos services. En politique internationale, ce genre d'intervention est quotidien, et l'UE fait de même lorsqu'elle s'estime maltraitée. Mais cette intervention chinoise n'a été en aucune manière à l'origine d'un changement de ton ou de fond dans la version de ce rapport destinée au



Josep Borrell à Madrid en 2019. JAVIER BARBANCHO/REUTERS

Josep Borrell, Haut représentant de l'UE

« Avec la Chine, nous avons été un peu naïfs »

grand public. Le rapport interne, lui, n'a pas été modifié et tous les États membres l'ont reçu.

Comment qualifieriez-vous aujourd'hui l'état de la relation entre l'Union européenne et la Chine depuis le début de cette crise pandémique ?

Nous avons une stratégie vis-à-vis de la Chine qui date de mars 2019, et depuis notre approche est devenue plus réaliste. La Chine est un partenaire stratégique avec lequel l'Union européenne a des objectifs partiellement convergents. C'est un partenaire de négociation, avec lequel l'UE doit trouver un équilibre des intérêts. C'est un concurrent économique qui assume une ambition de domination technologique. C'est enfin un rival systémique qui cherche à promouvoir un modèle alternatif de gouvernance. La relation exige de la réciprocité et je reconnais que, de ce point de vue, nous avons été un peu naïfs par le passé.

Le réalisme que vous mettez en avant n'est-il pas lié à la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Chine, l'un de nos seuls fournisseurs de masques de protection ?

La crise a mis en relief la vulnérabilité des États et de nos sociétés face à une mondialisation insouciance de ses conséquences. À court terme, cela signifie qu'il faut réduire notre dépendance dans les domaines sensibles. Or la santé, on l'a vu, est devenue une affaire de sécurité. Il n'est pas normal que l'Europe

ne fabrique pas un seul gramme de paracétamol. Ensuite, il faudra travailler sur les chaînes de valeur et les rapatrier dans notre voisinage, dans les Balkans, au Maghreb ou en Afrique subsaharienne, ce qui rendra cette dernière, elle aussi, moins dépendante de la Chine et de l'Inde. Faut-il devenir protectionniste ? Non. Mais il faut se protéger.

« Nous ne sommes pas immunisés contre le risque d'affaiblissement des valeurs démocratique »

Êtes-vous de ceux qui craignent de voir la Chine s'emparer du multilatéralisme pour y imposer ses propres normes ?

Chacun ne met pas les mêmes choses derrière les mots. Les États-Unis de Donald Trump le critiquent et le considèrent comme un jeu à somme nulle où l'Amérique aurait tout à y perdre. Ce point de vue est faux. Nous, Européens, soutenons un multilatéralisme efficace avec les Nations unies au centre. La Chine, elle, a un multilatéralisme sélectif fondé sur une compréhension différente de l'ordre international. Elle est aussi sélective en matière de droit international. En ce qui concerne les

droits de l'homme, elle privilégie les droits économiques et sociaux aux droits civiques et politiques.

La santé publique n'est pas une compétence de la Commission européenne, souhaitez-vous que cette crise permette d'intégrer davantage les politiques de santé nationales ?

L'UE n'avance que dans les crises. Cette épreuve nous a appris que les crises de santé publique nécessitent davantage d'intégration, car les virus ne connaissent pas ces frontières nationales ou régionales. Vous savez, lorsque cette épidémie sera terminée, les citoyens européens se poseront la question de savoir si l'Europe les a protégés. J'espère que la réponse sera positive.

Est-ce pour cela que vous avez écrit dernièrement, dans la revue Politique étrangère, que cette crise était un test existentiel pour l'Union européenne ?

On abuse souvent du terme « existentiel ». Mais pour l'UE c'est le cas. Jusqu'à présent, l'Europe se montrait solidaire en aidant les États membres à s'endetter. C'est insuffisant, car le niveau d'endettement de certains pays est devenu insoutenable. La vraie question de la solidarité supplémentaire est donc désormais de savoir si l'on peut passer des prêts à des subventions. Et une question préalable sera de savoir vers où doit aller l'argent en priorité et pourquoi.

En Hongrie, le Premier ministre s'est fait confier les pleins pouvoirs par le

Parlement. les valeurs démocratiques européennes sont-elles en danger ?

Puisqu'on parle de contagion, nous ne sommes pas immunisés, nous, Européens, contre le risque d'affaiblissement des valeurs démocratiques. Cette pandémie a clairement fait monter les enchères dans la compétition visant à prouver qui des régimes autoritaires ou libéraux sont les meilleurs pour gouverner.

En cherchant à se protéger nous-mêmes dans nos frontières nationales puis européennes, n'a-t-on pas négligé d'aider les pays pauvres, où couvent des révoltes de la faim ?

Nous avons distribué en Afrique toutes nos ressources disponibles pour faire face au virus et aidé à reconstruire des systèmes sanitaires parfois inexistantes, avec en moyenne 40 fois moins de médecins par habitant qu'en Europe, et parfois des pays sans un seul respirateur. Ce continent a la chance d'avoir une population jeune et d'être expérimenté face aux épidémies. Mais les conséquences économiques y seront beaucoup plus graves que la crise sanitaire. Pour l'Afrique ou l'Amérique latine, où la grande majorité des gens travaillent dans le secteur informel en gagnant leur vie au jour le jour, rester chez soi ne veut pas dire grand-chose et pourrait même signifier mourir de faim. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS CLEMENCEAU

L'interview intégrale sur lejdd.fr